

Nicolas Bay. Groupe des Conservateurs et Réformistes européens

Cette législature fut catastrophique pour l'Europe et pour nos nations à bien des égards. Je pense en particulier au pacte vert, au pacte migratoire et à la gestion de la crise du covid.

Le pacte vert tout d'abord, aux objectifs irréalisables, commence déjà à grever la compétitivité de nos entreprises et à mettre en péril notre industrie et notre souveraineté alimentaire. La transition à marche forcée a abouti à nous tirer une balle dans le pied en voulant être les meilleurs élèves de la classe écologique mondiale alors que nos partenaires et concurrents ne jouent pas selon les mêmes règles. Nous nous sommes volontairement mis dans une situation de concurrence déloyale et englués dans un tsunami normatif, bureaucratique et fiscal qui nous fait décrocher face aux États-Unis et à la Chine. Nous devons revenir sur une large partie du pacte vert pour une transition plus raisonnable, plus soutenable, plus intelligente et qui défend aussi nos intérêts économiques.

Le pacte migratoire ensuite : alors que nous n'avons jamais été aussi submergés par l'immigration de masse, avec plus de migrants arrivés que d'enfants nés sur notre sol en 2022 (4,3 millions contre 3,9), le pacte migratoire envoie un signal de faiblesse et d'ouverture qui poussera toujours plus de migrants économiques à venir demander l'asile, en sachant qu'ils ne seront pour la plupart pas expulsés. C'est un nouvel appel d'air, très loin des mesures qui seraient nécessaires : interdiction de régulariser ou d'accorder l'asile aux clandestins, expulsions massives, autorisation du refoulement aux frontières, blocus naval militaire en méditerranée, pressions économiques et diplomatiques sur les pays de départ avec lesquels il faut nouer des partenariats conditionnés...

La gestion du covid enfin, liberticide dans la plupart de nos pays, qui a conduit à un emprunt collectif au niveau européen. C'était la volonté de Macron, qui a voulu en faire un « moment hamiltonien », une avancée vers le fédéralisme européen et la mise sous tutelle de nos nations dépouillées de leur souveraineté. Mais Macron n'avait pas prévu un phénomène pourtant aussi banal que l'inflation, qui a rehaussé le coût de la dette et de ses intérêts. Résultat, il n'y a plus de budget pour payer... ce qui pousse Macron à vouloir contracter un nouvel emprunt européen.

Cette législature a révélé qu'une réforme des institutions était nécessaire. La Commission dispose de pouvoirs exorbitants, qu'Ursula von der Leyen a mis au service de ses ambitions. Nous voulons remettre la Commission à sa place, celle d'un secrétariat du Conseil européen, qu'elle ne soit plus l'exécutif mais l'exécutant des volontés des dirigeants de nos pays. Il faut aussi défendre à tout

prix le principe d'unanimité, en particulier dans les décisions stratégiques ou budgétaires afin de sanctuariser la souveraineté des États. L'UE ne peut aller plus avant dans le fédéralisme, la coercition et les projets toujours à 27. Il faut plus de souplesse, plus de coopérations librement consenties, plus de subsidiarité. Avec nos alliés européens du groupe ECR, nous défendons une vision confédérale et euroréaliste de la construction européenne, une Europe des nations qui protège notre civilisation.

Sincères salutations,

Bastien Rondeau-Frimas,
Assistant de Nicolas Bay